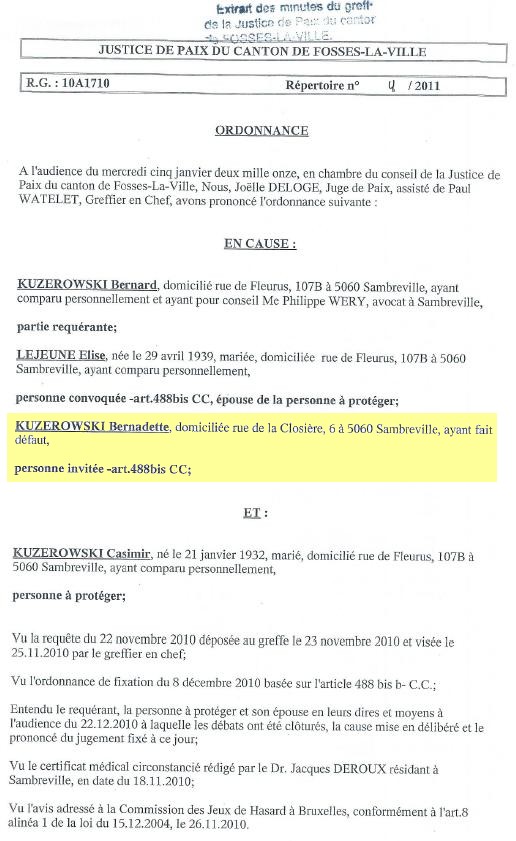
**LE FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE OU AUTHENTIQUE**

Sont des écritures publiques au sens de l'article 441-4 du Code pénal les jugements *(Ordonnances, extraits de*minutes*de greffe…)*, les actes dressés par les officiers d'état civil et d'une manière générale tous les actes émanant de l'institution judiciaireou administrative.

**Définition juridique**

**Un faux consiste à altérer de manière frauduleuse la vérité au moyen d’un écrit ou de tout autre support de la pensée de nature à causer un préjudice à autrui**.

Le faux est défini avec précision dans l’article 441-1 du Code pénal. Il désigne « toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d’expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d’établir la preuve d’un droit ou d’un fait ayant des conséquences juridiques ».

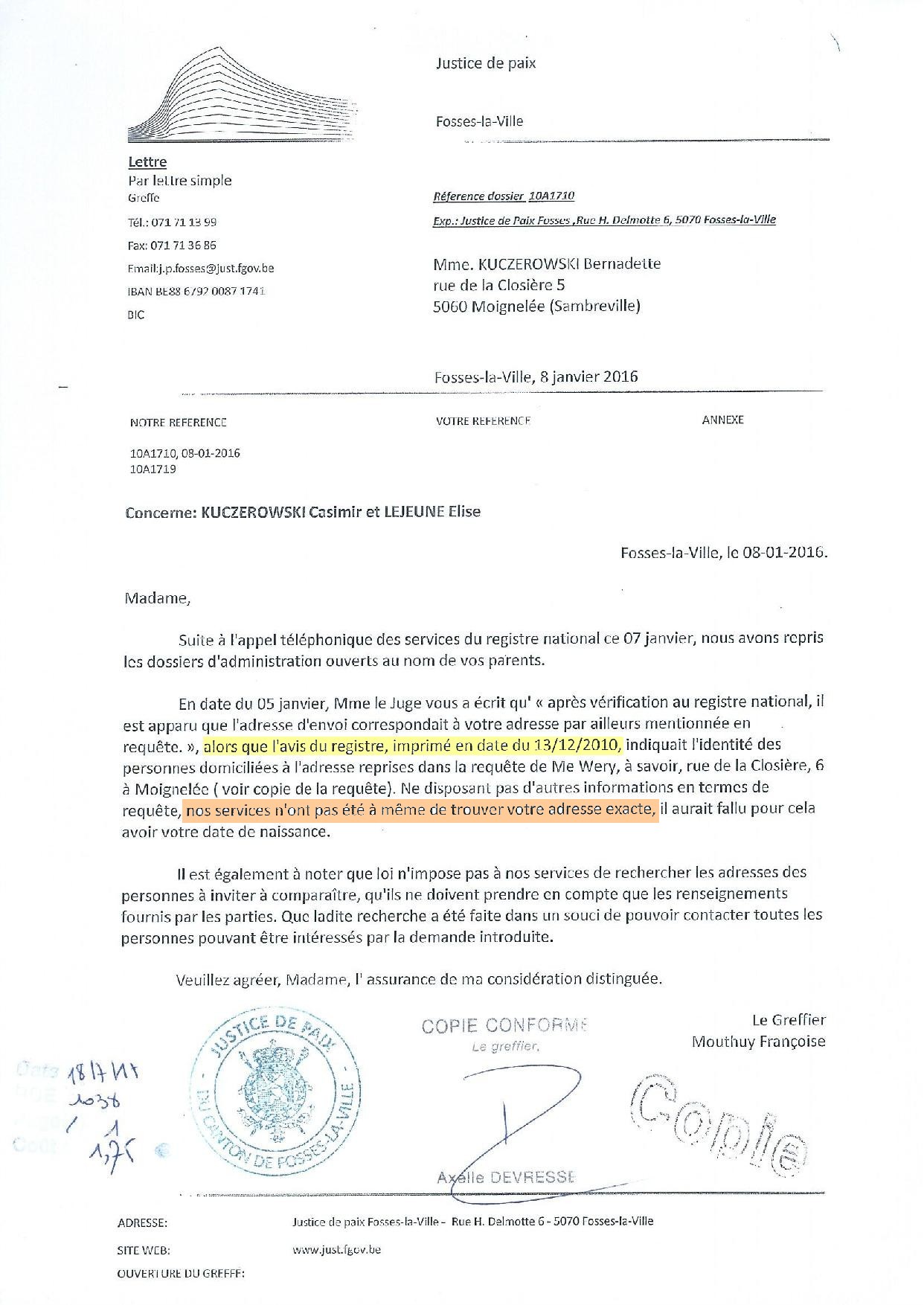


Ils savaient que je n’avais JAMAIS reçu le moindre courrier sur TOUTE la procédure en désignation d’un administrateur provisoire.

POURQUOI, et **en toute connaissance de cause**, se sont-ils permis de reprendre mon nom sur cette ordonnance et d’y mentionner que je faisais défaut bien qu’invitée ???

**Et de surcroît à mon insu !**

Où a transité cette ordonnance et quelles personnes ont pu lire celle-ci ?



Je comprends qu’on ne voulait pas de faire les copies des rapports de l’administrateur provisoire et qu’à la 4ème fois, lorsque je me suis rendue à la Justice de Paix pour vérifier un point qui me semblait suspect, on avait retiré la farde contenant les ordonnances !

*(Copie conforme de l’ordonnance reçue après le 16 juin 2017 !).*

Je comprends que la Juge de Paix ne voulait pas me communiquer l’avis du registre imprimé en date du 13 décembre 2010 !

Mon frère s’en est donné à cœur joie dans tous ces retraits d’argent, entre autres, sans éveiller le moindre soupçon de qui que ce soit à la Justice de Paix ???

Pas de tickets et factures *(excepté Levries)*.

Que dire de la lettre de la Juge en personne me communiquant des factures qui n’ont absolument rien à voir avec mon papa *(et qui apparaissent soudainement dans les rapports)* ???

A cause de ces écritures mensongères, on à, et à plusieurs reprises, porté atteinte à mon honneur !

* La JUSTICE DE PAIX !
* Mon frère *(Voir pièce 35 dans la rubrique « La parcelle de terrain »)*.
* Me Gobert *(avocat de mon frère)* dans ses conclusions de synthèse *(Voir ci-dessous : « Mon épouse est-elle victime d’un vaste complot… page 6 voir phrases jaunies »)*.
* Me Gobert et toujours dans ses conclusions sali mon épouse, et à plusieurs reprises, avec des propos maladroits *(pour rester poli avec cet avocaillon)*.
* A chaque fois qu’on posait des questions relatives à la Justice de Paix, Me Lejeune *(notre second avocat)* éludait toujours celles-ci !
* Pourquoi Me Schlögel *(notre troisième avocat)* n’a-t-il aucunement collaboré et n’a jamais répondu au Notaire Judiciaire ainsi qu’à mes mails durant quasiment 2 mois ?

Si certains points *(en rapport avec cette ordonnance mensongère)* ont été rapporté au Tribunal *(audience du mois de juin 2018)*, est-ce bien normal ?

Vous comprendrez, **et j’insiste fortement**, que la relation de confiance entre la Justice de Paix de Fosses-la-Ville et moi-même est totalement rompue !

**Mon mari et moi-même avons l’impression que tout est mis en œuvre pour tenter d’étouffer cette affaire qui a pris des proportions inimaginables de par les intervenants témoins** *(pour ne pas dire complices)***.**

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Sont des écritures authentiques au sens de l'article 441-4 du Code pénal les actes dressés par les officiers ministériels publics (*Les notaires*, huissiers, commissaires priseurs, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, experts judiciaires, recteurs d'académies...).

Que penser de la convention de jouissance ?

Mme Bernadette KUCZEROWSKI